

## LE SECTEUR DE L'EAU EN AFRIQUE DU SUD : ENJEUX ET ENSEIGNEMENTS

### Présentation des enjeux du secteur :

Située dans une zone semi aride pour majorité, l'Afrique du Sud est l'un des 30 pays les plus secs au monde avec des ressources en eau limitées et inégalement réparties sur son territoire. Pour aggraver la situation, le développement des zones urbaines et industrielles ne s'est pas fait à proximité des cours d'eau mais davantage en fonction des découvertes de ressources minières ou de considérations politiques. Il en résulte des besoins en eau qui ne sont pas couverts à l'heure actuelle. Sur 49,5 millions d'habitants, 5,7 millions n'ont pas accès à l'eau ou ont accès à un niveau de service limité.

#### Eau rurale :

La mobilisation des ressources dépend du ministère et d'une de ses entités TCTA. La potabilisation est réalisée par 14 « Water Boards » régionaux. La distribution en secteur rural est sous la responsabilité des municipalités de districts qui peuvent regrouper de très nombreuses agglomérations sur de vastes territoires.

#### Eau urbaine :

Les eaux urbaines proviennent des « water boards » et de TCTA. La distribution de l'eau urbaine dépend directement des municipalités. Seuls les villes de Johannesburg et du Cap ont créé des structures privées, faiblement autonome, pour la gestion du service public.

#### Assainissement :

L'assainissement est entièrement sous la responsabilité des municipalités. Celles-ci peuvent sous traiter l'exploitation des installations.

### Politique du gouvernement :

Les collectivités locales sud-africaines se sont vu assigner un rôle majeur dans la mise en œuvre des politiques de réduction des inégalités sociales et territoriales. La Constitution de 1995 a doté le pays d'une gestion décentralisée articulée autour de trois échelons : l'administration centrale, les provinces et les collectivités locales.

Estimant que les municipalités étaient les mieux placées pour apprécier les besoins des usagers, le Gouvernement leur a confié un rôle central dans la délivrance de services de base telles que l'eau, l'électricité, l'assainissement, la collecte des ordures.

Dès 1994, le gouvernement sud-africain a fait de l'approvisionnement en eau potable un des piliers de sa stratégie de développement avec le logement social, l'électricité et la gratuité des soins de santé primaires.

Les objectifs fixés en la matière (accès pour tous à l'eau et à l'assainissement respectivement en 2008 et 2010 alors que les foyers non connectés étaient estimés en 2001 à respectivement 3,1 et 4,8 millions) sont plus ambitieux que les Objectifs du Millénaire pour le secteur considéré. Cette priorité suppose par ailleurs une gestion optimale des ressources en eau sud-africaines, globalement limitées. L'eau potable ne représente cependant que la portion congrue des utilisations, loin derrière l'agriculture et le secteur industriel et minier.

Une refonte du cadre institutionnel pour la distribution d'eau potable a été entreprise par le DWAF et est résumée dans le *Strategic Framework for Water Services* de septembre 2003 ("*Water is life, sanitation is dignity*"). A l'issue de cette réforme, la distribution d'eau potable est de la responsabilité unique des municipalités après transfert par le DWAF de nombreux systèmes d'adduction en zone rurale. L'eau potable est achetée en gros par les Municipalités aux 14 *Water Boards* organisés par zones géographiques.

Dans le cadre de la politique sociale du gouvernement, l'accès à une quantité suffisante d'eau doit être assuré à toutes les familles. Ce droit d'accès est mentionné dans la constitution de l'Afrique du Sud. Afin de répondre à cette obligation, la ville de Johannesburg fournit gratuitement les six premiers m<sup>3</sup> d'eau mensuels consommés par un ménage, tandis que la ville de Durban en fournit neuf mensuellement. Une part non négligeable de la population demeure en dessous de ces niveaux de consommation. Les tarifs domestiques sont de la responsabilité des *Water Services Authorities* (Districts ou Municipalités selon les cas).

Le secteur de l'eau en Afrique du Sud est organisé autour des acteurs suivants :

- le Ministère de l'eau et de l'environnement (*Department of Water Affairs and Environment - DWAE*) est en charge de la politique sectorielle et de la régulation. Il remplace dans ces domaines l'ex DWAF (*Department of Water Affairs and Forestry*). Le DWAE gère actuellement un certain nombre d'infrastructures (barrages), met en place des schémas d'approvisionnement en eau brute et assure dans certains cas la distribution de l'eau directement aux usagers. Les actifs du DWAE sont répartis entre TCTA (Trans Caledon Tunnel Authority) en charge de la construction des grands ouvrages de mobilisation de la ressource et les *Water Boards* locaux en charge de la potabilisation de l'eau et de sa vente en gros aux municipalités. Le Ministère des collectivités locales (*Department of Provincial and Local Government*) supervise et réglemente les activités des collectivités locales en la matière ;
- les *Water Boards* sont des entités publiques, directement sous le contrôle du DWAE, couvrant des zones géographiques spécifiques (au nombre de 14) qui traitent l'eau brute et approvisionnent en eau purifiée les municipalités.
- les municipalités sont responsables de la distribution de l'eau jusqu'au consommateur final ainsi que du traitement des eaux usées sur l'ensemble de leur circonscription. L'ensemble de ces fonctions peut être délégué à un opérateur spécifique ("*Service provider*") tel que *Johannesburg Water* (JW).

#### **Enseignements retirés de l'expérience de l'AFD dans le secteur :**

En vue de créer un changement significatif dans l'environnement immédiat des populations historiquement désavantagées, l'objectif prioritaire du Gouvernement au cours de la première décennie post-apartheid s'est concentré sur l'accès aux services essentiels.

En ligne avec cette préoccupation, l'AFD a axé depuis 1994 ses opérations sur la contribution au rattrapage social en faveur des populations défavorisées. La politique du groupe s'est concentrée sur les infrastructures de proximité et sur les services essentiels en milieu urbain.

Jusqu'en 2003, le portefeuille de l'AFD reposait essentiellement sur deux partenaires majeurs : la *Development Bank of Southern Africa* (DBSA) et l'*Infrastructure Finance Corporation* (INCA). En partenariat avec ces deux banques spécialisées sur le marché municipal, l'AFD finançait les programmes d'investissement en infrastructures de base des municipalités sud-africaines dans une approche intégrée : eau potable, électricité, eaux usées, drainage et évacuation des eaux de pluie, dispensaires de quartier, voiries. A ce jour, les financements octroyés à la DBSA (six lignes de crédit) et à INCA (une ligne de crédit et un accord de partage de risque) comptent pour près de 300 millions d'euros. Globalement, le nombre d'habitants ayant bénéficié de ces concours de l'AFD, soit individuellement (accès à

l'eau potable, à l'assainissement, à l'électricité, aux dispensaires...), soit collectivement (routes de desserte locale et réseaux divers) peut être estimé à plus de un million.

L'AFD a par ailleurs développé plusieurs projets dédiés plus spécifiquement au secteur de l'eau.

En 2005, elle est intervenue auprès de la municipalité de Johannesburg, via un prêt direct, pour financer la première tranche des travaux de Soweto.

En 2009, l'AFD a été approchée par TCTA (Trans Caledon Tunnel Authority) pour contribuer au financement de projets majeurs de mobilisation de nouvelles ressources en eau. Ces projets visent la construction de barrages et de conduites de transfert d'eau vers les grandes métropoles ou des zones géographiques défavorisées. TCTA fournit l'eau brute aux Water Boards. Deux projets sont en cours d'instruction dont un a été approuvé par le Conseil d'Administration de l'AFD en décembre 2009.

A l'aval de ces barrages, des contacts ont été noués avec un *Water Board* (Umgeni) en charge de l'alimentation de la ville de Durban. Une prise de contact est également prévue avec *Rand Water* qui alimente la ville de Johannesburg.

A l'aval de ces *Water Boards*, deux projets sont en cours d'instruction : avec la ville de Durban pour une recherche d'efficacité énergétique avec la construction d'une nouvelle canalisation de gros diamètre ; avec Johannesburg Water pour le projet Soweto.

La stratégie de financement de TCTA par l'AFD, qui devait permettre de pénétrer le marché de l'adduction d'eau potable en Afrique du Sud à travers tous ses acteurs est donc en plein développement avec plus de 400 millions d'euros de financement potentiel identifié. Le projet de Soweto, par son aspect social et environnemental fort s'inscrit en aval des autres projets potentiels.

#### **Liste des projets AFD exécutés ou en cours dans le secteur – Dates de début (convention) – dates de fin**

**CZA 6006 : Soweto I.** Le projet améliore le service en eau potable à Soweto de manière économiquement, socialement et environnementalement durable. Le projet doit préserver les ressources en eau, tout en garantissant l'accès au service pour les personnes les plus économiquement exposés sans mettre en péril l'économie du service et les finances publiques de la municipalité. *Début : 6/2005 – Fin : 6/2008.*

**CZA 1092 : Soweto II bis.** Le deuxième volet du précédent projet est en cours de négociation avec la ville de Johannesburg. *Début : 5/2010 – Fin : 6/2013.*

**CZA 1088 : Municipalité d'eThekwin. Programme d'investissements durables.** La Municipalité métropolitaine d'eThekwin (3,8 millions d'habitants ex-Durban), héberge la plus forte concentration de populations pauvres du pays : les questions sociales sont au cœur de sa stratégie développement durable, initiée de longue date (Agenda 21 en 1994, approche Climat à partir de 2004).

L'aide-programme de l'AFD vise à soutenir cette stratégie. Ses trois principaux objectifs sont les suivants :

- Soutenir la mise en place d'une politique municipale de maîtrise de l'énergie et participer au financement des projets identifiés ;
- **Sécuriser l'alimentation en eau de la Ville en quantité et en qualité et améliorer l'efficacité énergétique du système de distribution d'eau potable ;**
- Faciliter l'intégration des populations démunies en soutenant les projets de restructuration urbaine durable dans les quartiers défavorisés.

*Début :4/2010 – Fin :6/2013.*

**CZA 1087 : TCTA I. Mooi-Mgeni transfer scheme 2.** Le projet consiste en la construction d'un barrage supplémentaire alimentant principalement la ville d'eThekwin (Durban) en transvasant une partie du débit de la rivière Mooi vers la rivière Mgeni. *Début : 12/2009 – Fin :6/2013.*

**CZA 1089 : TCTA II. Olifants river.** Le projet consiste en la construction des ouvrages de distribution à partir du nouveau barrage en cours de construction sur un des affluents de la rivière Olifants pour le développement économique de la zone et l'amélioration de la desserte en eau potable des zones les plus arides de l'Afrique du Sud (Limpopo). *Début : 12/2010 – Fin :6/2014.*